

Contre les politiques d'austérité budgétaire !

Mobilisons-nous par la grève et dans les manifestations, le 13 octobre 2023 !

Pour des lois de finances et de financement de la
Sécurité sociale au service du progrès social

MONTREUIL > 25 SEPTEMBRE 2023

É LISABETH BORNE a confirmé que les prochaines lois de programmation des finances publiques, de finances et de financement de la Sécurité sociale seraient construites sous le sceau de l'austérité et adoptées, le cas échéant, par 49-3!

Il n'y aurait donc aucune alternative à la fin du *quoi qu'il en coûte* et à une généralisation et aggravation de l'austérité budgétaire?

Pourtant, chaque année, **le premier poste des dépenses publiques est constitué des 150 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises** — voire plus selon les études. Or, pour la plupart, elles sont mal fléchées, non conditionnées, et sans efficacité économique, sociale ou environnementale.

De fait, ces aides reposent sur des recettes dont l'État se prive (comme les exonérations et allègements de cotisations sociales). Le gouvernement creuse lui-même le déficit public chaque année. De plus, depuis 2017, le total des impôts a diminué de 100 milliards par an.

Quelle absurdité volontaire de lire alors dans la présentation du PLF 2024 sur budget.gouv.fr: « *La France s'est fixé un objectif de redressement progressif de ses finances publiques avec une réduction du déficit public à 2,7 % en 2027, et la réduction année après année de son endettement en part de PIB* » sauf, et c'est l'objectif poursuivi, à baisser de manière drastique la dépense publique.

Contrairement à ce qu'annonçaient les propagandistes du « ruissellement », les baisses constantes d'impôts aux entreprises et aux plus riches affaiblissent la garantie de solvabilité des États pour les détenteurs de la dette publique. Le gouvernement veut donc les rassurer en annonçant une réduction du déficit public, tout en préservant la possibilité d'injecter **un flux important d'argent vers certains secteurs** bien particuliers, tels la Défense (+3,3 milliards) ou les forces de sécurité (+ 1 milliard).

Ainsi Macron et son gouvernement ne peuvent éviter dans ce PLF 2024 de timides mesures fiscales: taxe sur les sociétés d'autoroutes de 500 millions d'euros, hausse de la taxe sur les billets d'avion de 100 millions, réductions de quelques niches fiscales. Si nous soulignons l'attachement de la CGT à un impôt progressif tenant compte des facultés contributives, rappelons que la baisse de ce dernier pour les « *classes moyennes* » a été reportée à la fin du quinquennat...

LE RABOT

C'est aussi pourquoi Macron et son gouvernement redoublent d'efforts pour dégager des économies... de grosses économies! L'État en a réalisé de substantielles avec des revalorisations individuelles pour les fonctionnaires inférieures à l'inflation, mais cela ne lui suffit pas.

Le PLF prévoit donc une baisse des dépenses de -4,2 Md€ par rapport à 2023. Une première depuis 10 ans.

Un milliard d'euros serait retiré à la **politique de l'emploi**. Après le décret de l'assurance chômage, qui réduit notamment de 25 % les droits à indemnisation, le gouvernement transforme Pôle Emploi en France Travail qu'il financerait en ponctionnant des fonds sur les caisses de l'Unedic! Les contraintes imposées aux allocataires de Pôle emploi seraient étendues aux allocataires des minima sociaux, qui seraient tenus d'effectuer entre 15 et 20 heures d'activités par semaine pour continuer à percevoir leurs allocations?!

14 milliards d'euros seront économisés avec la fin des **boucliers énergétiques** et de l'indemnité carburant.

Doit-on se satisfaire d'une « économie » de seulement 4,5 milliards d'euros d'**aides aux entreprises**? Une étude de l'UGICT-CGT a pourtant démontré que ce sont a minima 157 milliards d'euros qui ont été alloués aux entreprises en 2019!

.../...

Le PLF
prévoit une
baisse des
dépenses
de -4,2 Md€
par rapport
à 2023



Peut-on, par ailleurs, se satisfaire d'un **plafond prévisionnel du Projet de Loi de Finances pour la santé** sans aucune augmentation au regard des manques et des besoins urgents de la population? Notons que le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2024 instaurerait le **doublment de la franchise médicale** avec modification du plafond à charge, et une bien faible augmentation du budget des hôpitaux de 2,6 %, alors qu'au regard des retards de financements et de l'inflation elle devrait être a minima de 10 %!

Notons que les **collectivités locales** ne sortent pas non plus gagnantes avec la suppression d'un de leurs financements, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) due par les entreprises et les travailleurs indépendants qui génèrent un certain montant de chiffre d'affaires. L'asphyxie et l'étranglement budgétaires de ces dernières se poursuivent alors qu'elles assurent pourtant l'essentiel de l'investissement public aujourd'hui.

Quant à la Fonction publique de l'État, nombre de ministères comme les Finances et le travail, devraient subir leurs lots de **suppressions d'emplois** d'ici 2027.

PAS TOUS À LA MÊME ENSEIGNE

Les arbitrages *d'investissements* sont trompeurs pour certains, parfaitement clairs pour d'autres.

Ainsi, la loi de **programmation militaire 2024-2030** prévoyait déjà 413 milliards d'euros de dépenses militaires, (soit une augmentation de 40 %) et 60 milliards pour les **armes nucléaires**, en violation de l'article 6 du Traité de non-prolifération des armes nucléaires ratifié par la France en 1992. Une véritable *économie de guerre*.

De plus, une partie du Livret A serait mobilisée pour financer **les TPE-PME du secteur militaire**, alors que son objet initial est bien le financement d'investissements d'intérêt général et principalement le logement social. Rien d'étonnant dans ce contexte de constater un projet de loi de finance pour 2024 qui augmente de **3,3 milliards d'euros les crédits budgétaires alloués à la défense**.

Alors que les inégalités sociales se creusent, qu'une colère légitime monte, que les quartiers populaires sont en détresse économique et sociale, que les syndicats ont retrouvé l'appui de la population notamment lors de la mobilisation pour nos retraites, rien d'étonnant, non plus, à constater **un milliard d'euros supplémentaire pour les forces de sécurité**.

Quant à la progression de **3,4 milliards pour la mission Enseignement scolaire**, elle s'inscrit dans la volonté du gouvernement de développer le *Pacte enseignant*. C'est une réforme du *travailler plus pour perdre moins*, méprisante pour le corps enseignant qui ne vise qu'à *boucher des trous* sans augmenter la part salariale de la rémunération.

Enfin, les **7 milliards supplémentaires dédiés à la planification écologique** ne sont pas au niveau des enjeux. Si on peut lire une augmentation de 1,6 milliard pour le budget de l'Agence nationale de l'habitat, aucune mesure ne semble être d'envergure à répondre aux objectifs européens, aux changements de fonds des modes de production et de consommation.

une partie du Livret A serait mobilisée pour financer les TPE-PME du secteur militaire

Pour l'UFSE - CGT, aucun doute, le PLF 2024 ne répond pas aux urgences économiques, sociales et écologiques. Bien au contraire, c'est un jeu trompeur destiné à maintenir coûte que coûte les intérêts du capital et à alimenter par la même occasion une économie « de guerre », au détriment des besoins de la population.

Alors c'est le moment de faire entendre la voix des travailleurs et des travailleuses : nous voulons vivre dignement de notre travail, travailler moins et mieux, avec des budgets au service de l'intérêt général

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
ET EN MANIFESTATION LE 13 OCTOBRE !**